

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE SAONE ET LOIRE
VILLE DE MACON

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

N° 547-2024-RG

OBJET : *Nous, Maire de la Ville de MACON,*

**DEPOT D'UNE NACELLE POUR
DEGRAFER UN CABLE EN VUE
DE REFECTION DE FACADE**

RUE CHATILLON

LE 09 AOUT 2024

Vu le Code de la Sécurité Intérieure, dans ses articles L.132-1, L.511-1 et L.511-2,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, dans ses articles L.2213-1 à L.2213-6,
Vu le Code de la Route, dans son article R. 411-21-1,
Vu l'arrêté municipal du 08 octobre 1963 portant Règlement Général de la circulation et les arrêtés subséquents qui l'ont complété et modifié,
Vu l'arrêté municipal n° 499-2024-RG du 25 juillet 2024, relatif à des travaux de dépôt d'une nacelle pour dégraffer un câble en vue de réfection de façade,
Considérant que les travaux autorisés par l'arrêté susvisé n'ont pas pu être réalisés à la date initialement prévue,
Il importe de prendre des mesures pour assurer la sécurité publique, et régler la circulation,
Sur proposition de M. le Directeur Général de la Ville de Mâcon,

ARRETONS :

Article 1^{er} :

L'entreprise :

- **ENEDIS – 31, rue de la République – 71000 MACON**

est autorisée à effectuer **le 09 août 2024,**

les travaux suivants :

Dépôt d'une nacelle pour dégraffer un câble en vue de réfection de façade,

sur les lieux et voies ci-après :

Rue Chatillon.

Article 2 :

Les mesures de réglementation suivantes seront appliquées pendant la durée des travaux, à savoir le 09 août 2024 :

- **Rue Chatillon, section comprise entre la rue de Chavannes et la place Saint-Etienne, la circulation sera interdite ;**
- **Une déviation sera mise en place par la rue de Chavannes, la rue de Strasbourg et la place Saint-Etienne.**

Article 3 :

La présignalisation et la signalisation réglementaire ainsi que la déviation seront mises en place par l'entreprise.

Article 4 :

L'accès des riverains et le libre passage des véhicules sanitaires et de sécurité sera maintenu.

Article 5 :

Les services de police pourront être amenés à prendre toutes les dispositions utiles pour assurer la sécurité publique.

Article 6 :

Toute intervention du service gestionnaire de la voirie, en cas de danger pour les usagers, sera facturée directement à l'entreprise.

Article 7 :

Les droits des tiers sont expressément réservés.

Article 8 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de DIJON dans un délai de deux mois à compter de sa date de mise en ligne ou, en cas de mise en ligne impossible, de sa date d'affichage.

Article 9 :

M. le Directeur Général des Services de la Ville de Mâcon, M. le Commissaire Général et tous les agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Mâcon, le

06 AOUT 2024



Le Maire,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Jean-Patrick Courtois', written over a horizontal line.

Jean-Patrick COURTOIS